

# La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - Décembre 2001 - n°49

Débat du mois : L'Afrique et l'histoire

## L'Afrique et la mondialisation

**L**a mondialisation, avec son corollaire, la libéralisation intégrale des échanges, est le dernier horizon imposé aux économies de notre temps. Les économies africaines n'échappent pas à la règle commune. Pour qu'elles puissent entrer dans ce jeu mondial, le FMI et la Banque mondiale leur ont prescrit un traitement spécifique, les plans d'ajustement structurel qui leur imposent de s'ouvrir aux produits, aux services et aux capitaux extérieurs, de renoncer à toute mesure de protection et de s'en remettre à la seule règle du marché, c'est à dire à celle des avantages comparatifs, pour produire et exporter. Cette vulgate est censée leur permettre de retrouver la croissance, de rembourser leurs dettes et, dernier objectif officiel, de lutter contre la pauvreté.

Le bilan des deux dernières décennies est pourtant très décevant, sinon désastreux, et il n'est plus possible de réfléchir à l'avenir du continent africain et aux politiques de coopération sans s'interroger sur la pertinence et la légitimité d'une telle politique.

La première interrogation concerne la pertinence de cette politique pour des économies rentières, très dépendantes de quelques produits de base, peu ou pas industrialisées et d'un très faible niveau d'intégration nationale et régionale. Elle se décline par les questions suivantes : est-il possible d'attendre une reprise de la croissance dans les pays d'Afrique noire sur la base des investissements privés directs et des exportations de matières premières ? Peut-on attendre qu'une reprise de la croissance, si tant est qu'elle se produise, réduise la pauvreté de façon significative, dans un laps de temps acceptable ? N'existe-t-il pas un autre chemin vers la croissance qui partirait des marchés locaux et du tissu

des micro-entreprises -ce qu'on appelle à tort l'économie informelle, car économie de la majorité, elle est l'économie populaire- à partir de l'épargne locale, des ressources locales, et des besoins du plus grand nombre ? Les débuts de l'OMC et les perspectives d'organisation en zones de libre échange prévues par les accords UE-ACP vont-ils aggraver la marginalisation du continent ou au contraire favoriser une mobilisation des capacités de production africaines ? Que peut-on attendre de la Nouvelle Initiative Africaine (NIA) ce plan de développement global lancé par quatre présidents africains et adopté à Gênes lors de la première réunion de l'Union africaine ? Une rupture ou une consolidation du « pacte colonial » ?

La deuxième interrogation concerne la légitimité de cette politique. La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau pour l'Afrique subsaharienne : la traite et la colonisation en ont été des épisodes manifestes. Aussi est-on en droit de se demander si la libéralisation des échanges qui est imposée aujourd'hui à l'Afrique par les institutions financières internationales et par l'OMC n'est pas la version moderne de l'impérialisme occidental. Les contradictions et les incohérences de cette politique permettent de douter de la pureté des intentions de leurs promoteurs : les pays industrialisés ne versent-ils pas un milliard de dollars par jour pour soutenir leurs agricultures, soit sur une année, l'équivalent du PNB de tous les pays de l'Afrique subsaharienne ? Les États-Unis ne viennent-ils pas d'accorder quarante milliards de dollars à leurs entreprises de transport aérien en difficulté ?

(suite page 2)

(Suite de la page 1)

*N'ont-ils pas obtenu des pays du Golfe qu'ils fassent baisser le prix du baril de pétrole pour financer leur effort de guerre ? En fait, comme l'a rappelé Sophie Bessis dans son Histoire d'une suprématie, la mondialisation économique n'est autre que l'application aux suds d'un universalisme moral et généreux, libéralisme, droits de l'homme et démocratie, mais à géométrie variable, et dont l'application est sélective.*

*Que le président du Congo puisse lancer la construction d'un aéroport international de trente sept milliards de francs CFA (trois fois le coût de la réhabilitation de la ligne de chemin de fer Brazzaville-Pointe-Noire), à quinze kilomètres de son village natal, alors que son pays est en ruines, montre bien que le libéralisme ne suffit pas à mettre l'économie au service du plus grand nombre : il y faut une autre politique économique, un autre rapport de force au niveau international, et, au niveau des pays africains, de vraies démocraties qui fassent des besoins des populations le levier du développement. Dans son dernier rapport sur la pauvreté (2001), la Banque mondiale ne parle plus d'ajustement mais de coordination contre la pauvreté et elle met clairement en avant l'importance du politique, donc de l'Etat. Ce nouveau discours changera-t-il la donne ?*

*C'est un débat que la CADE entend suivre attentivement.*

*Michel Levallois*

## L'Afrique et l'Histoire

### Compte-rendu de la rencontre-débat du 7 novembre 2001

Michel Levallois ouvre la réunion en signalant que cette rencontre est la cinquantième organisée par la CADE depuis sa création en 1996. La CADE qui scrute les réalités africaines dans leurs turbulences, à la recherche de sens et de motifs d'espérer, a ressenti le besoin, à la fin de ce premier cycle de rencontres-débats, de ne pas s'en tenir à la surface du politique, de l'économique, du social et même du culturel, mais de tenter de connaître le regard que les Africains portent sur eux-mêmes, sur leur passé, donc sur leur présent et leur avenir. C'est aussi pourquoi, le mercredi 12 décembre, la CADE interrogera la philosophie africaine.

Cette rencontre consacrée à l'Histoire vient à point nommé puisque s'est tenu à Bamako, cet été, le troisième congrès de l'Association des Historiens Africains (AHA), auquel ont participé trois des intervenants qui ont accepté l'invitation de la CADE : Pierre Boilley, professeur à Paris I, sur l'Histoire contemporaine de l'Afrique, Issiaka Mande, professeur-assistant à Paris VI, vice-président de l'AHA, Moussa Willy Batanga, maître de conférence, et Boubakar Bary, professeur invité à Paris VII et secrétaire général sortant de l'AHA.

#### Un passage de relais difficile

Pour P. Boilley, le Congrès de Bamako a vu une nouvelle génération d'historiens recevoir le relais des mains des anciens, les Ki-Zerbo, Thierno Ba, Ibader Thiam, qui avaient connu les luttes anticoloniales. La relève ne se produit pas seulement en Afrique mais également en Europe. Cette relève ne va pas sans que se posent un certain nombre de questions. La première est celle du statut même de l'historien africain. Est-il normal qu'il se sente souvent contraint de se centrer sur l'histoire de l'Afrique et qu'il n'ait pas la liberté, comme tout autre historien, de s'intéresser à d'autres histoires ? Alors que l'on trouve normal que des non-africains soient historiens de

l'Afrique ? La nouvelle génération d'historiens africains se heurte également à des obstacles matériels considérables, tels que l'isolement par rapport à l'Europe, mais aussi isolement à l'intérieur de l'Afrique, isolement dû à la cherté des déplacements, aux restrictions à l'octroi de visas, à l'étroitesse du public qui s'intéresse à ses travaux. Le résultat est l'éclatement de la communauté des historiens africains par suite de leur recrutement par la France et les Etats-Unis et de leur reconversion fréquente dans les carrières politiques.

#### Historiens africains ou Historiens de l'Afrique ?

On peut considérer que le débat sur l'intérêt et la crédibilité des sources orales par rapport aux sources écrites est clos. Reste d'actualité, comme l'a montré le Congrès d'Oslo sur Histoire et Mémoire, la question du rôle de l'Histoire et des historiens dans la construction des identités nationales. Ce qui ne va jamais sans passion, mais ce qui entraîne souvent le recours à des clichés extérieurs à l'Afrique qui trahissent la complexité de l'histoire africaine. P. Boilley donne en exemple le travail fait par son collègue J.P. Chretien pour démonter les clichés de l'ethnisme, dénoncer les contresens historiques, qui sont souvent le fruit d'un sentiment

de supériorité occidentale, voire française, mais qui peuvent également provenir d'un sentiment d'autoculpabilisation, de victimisation. Il signale également que les mots n'ont plus la même charge émotionnelle quand ils sont employés par la nouvelle génération. Ainsi de l'africanisme et de l'afrocentrisme. La question de la responsabilité des Africains dans la traite et l'esclavage est devenue une question très sensible, ainsi que celle des rapports entre l'afroaméricanisme et la conscience africaine. Cette dernière peut être illustrée par l'interrogation suivante : Colin Powell est-il africain ? En fait, il y a interférence entre l'histoire, histoire des peuples, et les histoires nationales, comme un écho des débats européens.

Il n'en reste pas moins que l'indifférence de l'histoire mondiale persiste à l'égard de l'histoire de l'Afrique. Les paradigmes ont du mal à s'échanger et les avancées de l'histoire africaine sont peu connues.

### Les nouveaux chantiers

L'histoire de l'Afrique a été longtemps faite et écrite sur le mode de la monographie. La remarquable collection publiée par les Anglais en est la plus belle illustration. Les grandes histoires publiées ces dernières années par l'Unesco et l'Aupelf-Uref ont marqué un changement de perspective, et aujourd'hui, l'histoire de l'Afrique s'ouvre à l'histoire des Etats, des Nations, des identités, des villes, du foncier, de certaines communautés religieuses, sociales, professionnelles.

P. Boilley termine en signalant un projet de *Regards croisés sur l'histoire du Mali* qui pourrait être reproduit sur d'autres sujets.

### Le malheur généalogique des Africains

M. Issiaka Mandé qui est vice-président de l'AHA et qui à ce titre a été chargé du « pôle étranger », se demande ce que la « tribu africaine » voit d'elle-même lorsqu'elle se regarde dans le miroir de son histoire. Ce regard réflexif lui renvoie-t-il une image fidèle ou déformée ? La première qu'elle voit est celle du « malheur généalogique » des Africains qui continue à la poursuivre en dépit de l'image forte et maintenant bien établie par l'archéologie, de l'Afrique berceau de l'Humanité.

A Bamako, les historiens rattachés à des institutions non africaines n'étaient guère plus de deux, et à son avis, leur absence ne s'explique pas seulement par les difficultés de transport. Il voit dans la polémique qui a éclaté dans *Politique africaine* après la publication de l'ouvrage collectif sur l'Afrocentrisme chez Karthala l'année dernière, le signe d'une rupture entre les générations. Le dernier ouvrage de JL Amselle *Branchements, anthropologie des cultures*, montre que les jeunes historiens africains ou africanistes sont devenus des « historiens errants » qui ont adopté une posture scientifique et que la production du savoir sur l'Afrique se décline maintenant à partir du monde entier. Le temps est arrivé où les savants africains ne devront plus être recherchés parce qu'ils sont africains mais parce qu'ils sont savants.

### Crise ou fantasme ?

Un passage de relais est en train de s'opérer au Nord comme au Sud chez les historiens qui travaillent sur l'Afrique. Ce renouvellement des personnels provoque-t-il des changements, voire des ruptures de paradigmes ? Il faut d'abord

remarquer que l'Europe n'est plus le centre de la production historiographique sur l'Afrique qui s'est déplacé en Amérique du Nord. Ce décentrement s'accompagne d'un « localisme » qui travestit l'histoire africaine en discours sur les sociétés du Nord, ou en savoir érudit pour constructions théoriques. Il s'accompagne également d'un bouillonnement de la société historique en Afrique. M. Issiaka Mandé en donne comme exemple la récente thèse de Senou Faye sur la Médina de Dakar.

Si la crise de l'histoire africaine est fantasmagorique, celle de la condition des historiens, elle, est bien réelle. Il suffit de citer la raréfaction des bourses accordées par les pays d'accueil au Nord, en partie imputable à la concurrence des pays de l'Europe de l'Est, et la fin des séjours de longue durée de plusieurs chercheurs français qui étaient accueillis dans les Universités africaines ou qui travaillaient avec elles.

M. Issiaka Mandé conclut en disant que les populations africaines ressentent fortement le besoin de mieux connaître leur histoire.

### Pour un retour au « localisme »

M. Willy Batanga apporte son témoignage de jeune historien du Burkina. Il rappelle d'abord que l'Afrique est plurielle et que l'on a trop souvent tendance à globaliser des réalités pourtant différenciées en plusieurs aires culturelles, francophone, anglophone, lusophone, marquées par des barrières linguistiques relativement étanches, mais qui pourraient être surmontées si les politiques cessaient de privilégier les ex-métropoles.

Il évoque ensuite les acquis de la science historique africaine, et tout d'abord le fait qu'il est maintenant établi que ce continent a une histoire et que

la tradition orale est devenue crédible. Il cite les recherches faites sur les approches historiques du sous-développement, sur l'histoire coloniale, sur des questions contemporaines comme l'intégration.

De son point de vue, les historiens africains de la première génération ont été très actifs dans les milieux intellectuels et politiques, en particulier dans les combats pour la démocratie dans leur pays, où ils ont connu des fortunes diverses.

La nouvelle génération qui a été formée en partie dans les universités africaines est appelée à faire et à mettre à jour les éléments constitutifs de l'histoire africaine et à assurer la relève des coopérants étrangers dans les universités. En dépit du contexte économique très défavorable de l'ajustement structurel et de la dévaluation du franc CFA, ils s'efforcent de rester en contact et en phase avec le milieu de la recherche internationale.

Au Burkina, par exemple, les historiens africains n'ont plus le monopole de l'histoire africaine, de même qu'ils ne sont plus enfermés dans l'histoire de l'Afrique. Mais ceux qui se sont spécialisés sur la Grèce, Rome, le monde médiéval, l'Europe moderne, les relations internationales ont de plus en plus de difficultés à poursuivre leurs travaux dans leur spécialité d'origine, ce qui les conduits à recentrer sur l'Afrique leur spécialité thématique.

#### **Quelle histoire pour aujourd'hui et pour demain ?**

Au Burkina, les programmes scolaires ont été conçus pour donner aux étudiants une formation générale, et les programmes d'histoire couvrent tous les continents et toutes les

périodes de l'histoire de l'humanité. Les historiens ont le souci de pratiquer la pluridisciplinarité afin de susciter des regards croisés sur un événement ou une période.

M. Batanga évoque l'histoire de la colonisation : parenthèse, rupture, ou étape dans l'évolution de l'Afrique, la question reste ouverte. mais il note l'importance des sources disponibles, ce qui évidemment favorise cette période. Les historiens n'ont pas une vue uniforme de la période coloniale, ainsi que le montrent les appréciations portées sur le rôle des chefferies traditionnelles face au pouvoir colonial : résistance ou collaboration ? Ces divergences d'interprétation et les enjeux politiques et psychologiques qu'elles véhiculent sont inévitables et elles rendent délicate l'étude historique des questions contemporaines telles que l'ethnie, la démocratie, le secteur informel. Il cite l'exemple d'un projet de film sur l'épopée des Mossi et qui a dû être abandonné.

M. Batanga conclut en citant les combats qui lui paraissent devoir incomber aux historiens africains : faire connaître leur discipline et en particulier aux géographes et aux sociologues, en faire admettre l'importance pour la compréhension de l'évolution des sociétés et de la formation des Etats, sortir les historiens de l'enfermement de l'enseignement, diffuser leurs travaux.

#### **Histoire africaine et histoire universelle**

M. Boubakar Bary se présente comme un peulh du Fouta Djallon qui a été formé par l'école musulmane, puis par l'école et l'université françaises, qui a également reçu une formation étrangère. Il est contemporain de la naissance

des Etats-nations en Afrique. Historien qui a travaillé sur d'autres thèmes que des thèmes africains, il estime qu'il n'y a pas de spécificité de l'histoire africaine, qu'elle participe de l'histoire universelle et qu'elle ne peut être écrite en dehors d'elle. Il ne nie pas pour autant les contraintes qui pèsent sur les historiens africains et il se réjouit de voir l'AHA se réveiller après un long sommeil, signe qu'une capacité africaine de compréhension du passé est en train de naître .

L'Afrique est un vieux continent qui a une vieille histoire, mais qui a connu des ruptures et en particulier la rupture coloniale. Le champ de l'histoire est éclaté en plusieurs champs linguistiques et culturels, français, anglais, portugais, et il est disputé entre plusieurs élites.

#### **L'héritage des trois courants fondateurs**

La science historique africaine est née au confluent de trois courants qui ont alimenté les luttes pour l'indépendance et contribué à la construction des Etats-nations : celui de Léopold Sedar Senghor, celui de Cheik Anta Diop, celui d'Abdoulaye Ly. Senghor a privilégié l'écriture sur l'oralité, imposé la négritude, la Francophonie, le socialisme, dans l'optique qu'il fallait se libérer puis construire un Etat-nation à l'image de l'Etat colonial. Diop a puisé ses matériaux dans les langues africaines. Quant à Ly, il s'est placé en position de rupture par rapport aux pouvoirs coloniaux, au capitalisme et il a travaillé sur l'esclavage afin de rendre leur dignité aux Africains de la diaspora.

#### **Pour une histoire profonde sur la longue durée**

Aujourd'hui, les historiens africains découvrent les

revendications ethniques et ils sont amenés à se démarquer du modèle universel de l'Etat-nation. Il apparaît de plus en plus que les réalités contemporaines ne sont pas en phase avec l'Afrique précoloniale. Il est donc nécessaire de rechercher ce qui constitue la relation profonde sur la longue durée, entre l'hier, avant-hier précolonial et l'aujourd'hui des Etats-nations, de retrouver la dynamique qui a permis aux sociétés africaines de se ménager des espaces de liberté et de satisfaire ses besoins. Cette histoire devra sans doute se faire et s'écrire dans un espace plus large que celui des nations modernes, car l'Afrique manque d'histoires régionales.

M Boubakar Bary termine en évoquant l'hommage rendu récemment à l'IFAN de Dakar à Abdoulaye Ly, qui n'a jamais enseigné en Afrique mais qui a fortement influencé les historiens d'aujourd'hui.

## Le Débat

**B**ernard Dumont s'étonne que l'on n'ait pas évoqué la question de la tradition orale et la figure emblématique d'Amadou Hampate Ba dont les travaux ne sont encore que très imparfaitement connus car non publiés. Il signale une remarquable exposition à La Villette : Kow Mali (Voir page 11).

Madame Coquery- Vidrovitch rappelle la lutte des historiens de l'Afrique contre la coupure tradition/modernité, histoire orale/histoire écrite, qui est l'héritage de la bibliothèque coloniale. Car toute forme de mémoire est source pour l'historien qui doit s'intéresser à toutes les strates de mémoire et d'héritage.

Philippe David signale l'intérêt

pour les historiens des Africains et des Malgaches présents depuis longtemps en Europe. Il souligne l'intérêt de l'iconographie qu'il travaille à retrouver et à sauver. Il pense que les prochaines années, vont voir se multiplier les versements d'archives privées, ce qui offrira une nouvelle mine pour les historiens.

Christian Seignobos fait part de l'intérêt que présentent l'évolution des paysages, des milieux naturels, des espaces ruraux, des constructions pour la connaissance de l'histoire du nord Cameroun.

Yves Marguerat témoigne de la possibilité de produire des publications d'histoire locale à bon marché car financées par les entreprises du pays. Les trente titres qu'il a publiés sur Lomé, dont dix sont épuisés, montrent que c'est possible et nécessaire. Il a entrepris avec le professeur Kalibor la rédaction de synthèses micro-régionales sur Lomé, Atakpamé, Aného, ainsi que celle d'histoires vécues racontées par les intéressés eux-mêmes.

Philippe Laburthe-Tolra confirme qu'il ne faut pas séparer la formation occidentale et le recueil des traditions. Les deux sont indispensables. La publication récente par Bernard Salvaing du récit de sa jeunesse par un maître coranique de la boucle du Niger montre l'intérêt de cette approche.

M. Marliac déplore qu'aucun Africain n'ait participé au 148ème congrès des sciences réuni sur le thème « *archéologie et développement* ».

Madame Fatou Sow sociologue au CNRS plaide pour une décolonisation de nos histoires. Jacques Sénéchal, professeur à Paris VIII annonce que lors du colloque organisé par le CRA en janvier, il y aura une table ronde sur l'africanisme et l'homme et la

nature.

Le RP Chandon-Moët souligne que son expérience malgache lui a révélé l'importance de la muséographie pour la construction de l'Etat-nation.

Le président donne la parole aux intervenants invités pour qu'ils puissent répondre aux remarques de la salle. Pierre Boilley partage la remarque qu'il n'y a pas de conflit de génération mais une approche différente de l'histoire africaine par les jeunes historiens. Il partage les remarques faites sur l'intérêt de la présence d'Africains en Europe et il cite une recherche en cours sur les Africains en Russie, sur l'iconographie et sur les publications locales. Car ajoute-t-il, si l'histoire ne peut pas être militante, il n'en reste pas moins qu'elle est politique et citoyenne.

M. Bary confirme que la tradition orale est historique. Il en donne pour preuve le fait que la tradition des confréries a remplacé la tradition dynastique. Il espère que la production historique africaine qui est actuellement déséquilibrée entre l'Afrique et le reste du monde, avec une production américaine supérieure à celle de l'Europe, se rééquilibrera et retrouvera une certaine autonomie.

M. Batanga n'a pas eu le même succès que les historiens togolais pour la publication de sa thèse qui attend depuis deux ans le bon vouloir de l'imprimeur.

Michel Levallois  
(revu par Pierre Boilley)

**NB : Eyadema, président, tirailleur, général**

Ce film qui a été réalisé par Eric Deroo, membre fondateur de la CADE, sera projeté sur la chaîne *Histoire*, le mardi 4 décembre à 21.00.

# Approches prospectives et stratégies novatrices en faveur du développement de l'Afrique au XXIème siècle

Séminaire international organisé par l'UNESCO les 8 et 9 novembre 2001

*Ce séminaire s'est déroulé devant une nombreuse assistance de délégués africains les plus qualifiés dans les sujets que nous allons citer. En dépit d'un titre un peu abstrait, il fut constamment d'un grand intérêt et les travaux se sont placés à un plan très élevé.*

Ce séminaire venait à point, juste après la Conférence Générale de l'Unesco et à un moment où il semblerait que l'Afrique se remobilise au plus haut niveau pour tenter de relever les défis de la marginalisation et de l'exclusion.

En effet, on sait que la décision a été prise par les chefs d'Etat et de gouvernement de créer l'Union Africaine d'une part, et de lancer le **Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, NEPAD**, d'autre part. Les facteurs humains ont largement été pris en compte. C'est toujours la tâche de l'Unesco « d'être en état de veille ». Il paraît donc normal que ce séminaire ait été organisé par M. Noureini Tidjani Serpos, Sous-Directeur général de l'Unesco, Direction de l'Afrique, au siège même de l'organisation, pour y examiner en commun, la mise en oeuvre de toutes les actions à entreprendre afin de mener à bien le nouveau partenariat. Il est nécessaire pour l'Afrique de se forger de nouvelles grilles de lecture et d'analyse du monde. Il a été dit que, laissée à elle-même, l'Afrique semble à présent mieux disposée à se prendre en charge.

La nouveauté du plan tient au fait qu'il s'agit d'une initiative de dirigeants africains eux-mêmes. Il n'est conçu ni par l'extérieur ni par des fonctionnaires. Il est issu d'une volonté politique, et il est permis d'espérer que cette attention apportée aux facteurs humains autorisera à construire la paix sur des bases humaines

durables. Il met l'accent sur l'éducation, la réduction de la pauvreté.

La séance inaugurale a comporté l'allocution de bienvenue de M. Noureini Tidjani Serpos et l'ouverture officielle du séminaire a été prononcée par M. Koïchiro Matsuura, Directeur Général de l'Unesco, puis on a pu entendre les déclarations de M. Essy Amara, Secrétaire Général de l'O.U.A., de M. Ibrahima A. Gambari, Sous-Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, Conseiller spécial pour les Affaires africaines, de S.E.M. J. Mazorodze Bimha, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Délégué permanent du Zimbabwe auprès de l'Unesco, Président du groupe africain à l'Unesco. Cette séance fut suivie d'une Table Ronde qui rassemblait les modérateurs et panélistes des sept ateliers au cours desquels devaient avoir lieu communications et débats. Les titres de ces ateliers étaient les suivants :

*Atelier I : L'Agenda africain de l'Unesco : construire sur les bases de la Nouvelle Initiative Africaine.*

*Atelier II : L'éducation en Afrique : enjeux et perspectives.*

*Atelier III : Science et Technologie pour un développement durable en Afrique.*

*Atelier IV : Droits humains, Démocratie et Sécurité humaine : prospectives et pistes d'action.*

*Atelier V : Diversité et pluralisme culturel : des enjeux pour un développement durable en Afrique.*

*Atelier VI : Technologies de la communication et société du savoir : renforcement des capacités en Afrique.*

*Atelier VII : Renforcement de la coopération panafricaine et du partenariat international.*

La séance de clôture fut exceptionnellement brillante avec la prestation du Rapporteur Général, le professeur Ibader Thiam, Vice-Président de l'Assemblée Nationale du Sénégal, qui fit une remarquable synthèse du séminaire dans son ensemble, à la fois claire et complète, donnant en même temps, un résumé parfait des séances plénières ainsi que des débats de chacun des ateliers. Il fut très applaudi. La parole fut ensuite donnée à la salle et le point principal qui fut soulevé sous différentes formes est celui du suivi effectif et efficace de tout ce qui avait été dit et proposé, avec le souhait absolu qu'il ne s'agisse pas d'un ensemble de vœux pieux mais d'un vrai départ pour lequel certaines suggestions furent faites. Parmi celles-ci, il fut instamment demandé que la société civile soit informée et consultée. Pour ce faire, il faudra obligatoirement traduire les textes en langues africaines. Là encore, on retrouva la dynamique et la liberté de ton qui avaient existées lors de tous les débats.

Denyse de Sairve

# La page économique

## La nouvelle initiative pour l'Afrique (NIA)

**E**n juillet dernier à Lusaka, lors de la création de l'Union africaine qui a succédé à l'Organisation de l'Unité Africaine, les deux plans de redressement du continent proposés par quatre chefs d'Etat ont fusionné.

Le « Programme de renaissance de l'Afrique pour le millénaire » lancé en janvier 2001 par l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Algérie et le plan Oméga avancé en juin par le Sénégal sont devenus la Nouvelle Initiative pour l'Afrique (NIA).

Elle vise à une rénovation économique par l'éradication de la guerre, de la pauvreté et de la maladie d'ici 2015. Selon les experts de la NIA, une croissance annuelle de 7 % serait nécessaire pour atteindre ces objectifs. Pour l'heure, on en est loin et la stagnation, voire la récession actuelle n'arrange rien. Une autre difficulté apparaîtra peut-être, ce sont les réserves de la « société civile », de plus en plus présentes en Afrique. Elle accepte mal de ne pas avoir été consultée. C'est ce qu'a affirmé le 7 novembre à l'UNESCO, Mme Aminata Traoré, ex-ministre de la Culture et du Tourisme au Mali, pendant le séminaire international sur les « Approches et perspectives novatrices pour l'Afrique du XXIème siècle » (voir page 6), qui sont, elles, « pleinement inspirées et guidées par le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique), sigle qui remplace la NIA. Cette initiative apparaît néanmoins comme la première manifestation de la volonté de prise en main de son devenir par le continent. Une tentative de moindre ampleur faite il y a une vingtaine d'années avec le Plan de Lagos n'avait pas eu de suite durable.

L'Union européenne à Bruxelles en octobre, les Nations Unies à New York en novembre l'ont accueillie avec intérêt. Les Européens ont été « impressionnés ». Ils ont promis de lui apporter un « soutien fort » et veilleront à ce que leurs actions en Méditerranée et vis à vis des ACP soient cohérentes avec ses propositions.

En marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le président algérien est intervenu au 3ème US Africa Business Summit à Philadelphie. M. Bouteflika se présentait comme un pionnier de la lutte contre le terrorisme auquel il est confronté depuis longtemps. Dans l'esprit de la NIA il a plaidé vigoureusement pour l'Unité de l'Afrique, menacée de marginalisation. « Il faut que du Cap à Alger, de Luanda à Addis Abeba, elle soit perçue comme un seul ensemble ». Il a demandé l'élargissement de l'AGOA (Africa Growth and Opportunity Act) au Maghreb. Ce dispositif ouvrant le marché américain à certaines importations de certains pays a déjà été étendu à Maurice. Un projet de loi soumis au Congrès adoucit les critères d'éligibilité. Le Botswana et la Namibie en bénéficieraient. Ce serait les conséquences indirectes des attentats du 11 septembre et de la riposte US en Afghanistan, qui suppose de mobiliser un maximum de pays contre le terrorisme.

## Les conséquences prévisibles sur les économies africaines des attentats du 11 septembre

L'impact concret de ces événements commence à se faire sentir. La Banque Mondiale ne l'a pas attendu pour jouer les Cassandra. Selon elle, dans le tiers monde et notamment en

Afrique, l'aggravation de la pauvreté suite aux conséquences économiques des attentats pourrait entraîner la mort de 20 à 40 000 enfants de moins de cinq ans supplémentaires et 10 millions d'êtres humains en plus passeraient sous le seuil de pauvreté. Pour y parer elle prône l'abaissement des barrières douanières pour favoriser la croissance sur les marchés extérieurs. Au détriment, malheureusement, du marché intérieur, ce que ne dit pas la Banque. La Banque africaine de développement emboîte le pas en prévoyant 2,8% de croissance en 2001 et seulement 3 à 3,5 en 2002 au lieu de 4,5 prévu.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, basée à Genève, n'est pas de cet avis. Elle pense que l'isolement de l'Afrique la protège des turbulences externes, elle estime toutefois possible, mais pas certain, le pourcentage de croissance revu à la baisse pour l'an prochain. Sur le terrain la situation est plus préoccupante au nord qu'au sud du Sahara. La fréquentation touristique a baissé de 50% en Egypte. En Tunisie le trafic aérien diminuera de 50% cet hiver. Royal Air Maroc entame une restructuration drastique. Au Sénégal les réservations des voyagistes français chutent de 10 à 15%. Kenya Airways augmente ses tarifs. Air Madagascar ne peut plus se poser à Maurice car elle ne présente pas les normes de sécurité exigées désormais. Par contre à Air France le coefficient de remplissage sur l'Afrique reste à 80% et British Airways n'enregistre que 0,8 points de baisse, la plus faible de son réseau.

Robert Ginésy

NDLR : L'essentiel des informations reprises dans cette page est puisé dans l'hebdomadaire « Marchés Tropicaux et Méditerranéens ».

# Le baromètre de la CADE

Octobre-Novembre 2001

Les mois d'octobre et novembre ont été évidemment marqués par les conséquences internationales des attentats du 11 septembre et la guerre d'Afghanistan. La presse qui s'intéresse à l'Afrique situe ses réflexions et commentaires par rapport à cette lutte mondiale contre le terrorisme menée essentiellement par les Etats-Unis : à ce propos, *l'Afrique semble laissée pour compte* (*Le Monde diplomatique*, novembre 2001), mais risque néanmoins de faire l'objet d'actions de représailles. *La perception par les opinions publiques africaines de la politique extérieure américaine* est d'ailleurs complexe et diverse (*Le Monde*). Pourtant, l'Afrique poursuit sa route. Elle a participé activement à la conférence de Doha sur le commerce, achevée à l'arraché (*Libération*), et le processus démocratique pénètre lentement mais sûrement dans le continent (*Le monde diplomatique*). Enfin, la presse africaine de Paris (*Jeune Afrique* et *L'Autre Afrique*) suit de très près ces évolutions.

## L'Afrique laissée pour compte

(*Le Monde diplomatique*, novembre 2001, Philippe Leymarie)

### Où est passée l'Afrique ?

« Elle ne semble même plus digne de figurer au menu "du nouveau Yalta" qui se profile, dans le sillage de la guerre d'Afghanistan. C'est tout juste si on la prie de faire le ménage chez ses "ultras", et si on menace ses "voyous" patentés - Libye, Soudan, Somalie- de futurs raids de représailles.

Est-ce parce que le continent est aussi, à sa manière, dans le collimateur qu'il paraît aussi muet et absent ? A Kano..., où la charia est en vigueur, des heurts entre musulmans et chrétiens ont fait plus de cent morts, à la mi-octobre, après une manifestation contre les frappes en Afghanistan... "L'Islam noir", apaisé et appuyé sur de puissantes confréries [pour lesquels] il n'y a pas à craindre une radicalisation dans l'Afrique sahélienne [peut néanmoins voir] des prêcheurs itinérants, souvent pakistanais entrés clandestinement... appeler à la guerre sainte...

Devant l'"attentisme" de la

plupart des dirigeants du continent et les risques d'une marginalisation...de l'Afrique, M. Abdoulaye Wade... a fait adopter, lors d'un sommet convoqué par lui-même le 17 octobre 2001 à Dakar un "pacte africain contre le terrorisme", qui risque cependant de rester lettre morte...

Il faudrait surtout "*plus de justice et d'humilité, moins d'arrogance et d'insolence*" de la part des grandes puissances, se plaint en privé un ministre ouest-africain des affaires étrangères. »

### Dans quelle région d'Afrique l'antiaméricanisme est-il le plus manifeste ?

Demande Stephen Smith à Jean François Bayart dans *Le Monde* du 26 novembre 2001 :

« Sans conteste dans la Corne et en Afrique orientale. L'interventionnisme américain s'est heurté à une farouche résistance en Somalie, qui a obtenu le retrait précipité des marines... Par ailleurs, les opinions publiques kenyane et tanzanienne ont été traitées avec une grande désinvolture à la suite des attentats contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salaam en 1998 : Washington a accordé beaucoup plus d'importance à la mort de ses douze Agents

qu'à celle de plus de 200 Africains...

L'armée du Nigéria est indisposée par le développement de la coopération militaire entre Obasanjo et le Pentagone...

« Doha s'achève à l'arraché »

(*Libération* du 15 novembre 2001, VDF et G. Lo)

« Les principaux aiguilleurs des négociations de Doha, l'Europe et les Etats-Unis, multiplient les satisfecit sur un accouchement réalisé au forceps. Mais avant la remise sur les rails, des pays du Sud, à commencer par l'Inde, ont freiné des quatre fers. Le commerce est une affaire compliquée. Surtout à 142 pays. Et plus encore lorsqu'il s'agit de parler à la fin d'une voix, sur un texte adopté par consensus »

« Martin Khor, directeur de Third World Network, réseau malais contestataire, présent sur les cinq continents et l'un des plus écoutés par les pays du Sud, interrogé par *Libération* :

- La conférence vous satisfait-elle ?

- Le texte final est biaisé, pire que les premières esquisses...

Il restreint le droit pour chaque pays à promouvoir son propre modèle de développement. L'OMC prend le risque de déréguler encore plus la mondialisation (au lieu de la réguler)

**- Les pays en développement ont pourtant pesé dans les négociations**

- On les a écoutés pendant quatre jours. Puis le couvercle de la marmite s'est refermé.

**- Pourtant, au nom du consensus nécessaire pour lancer un nouveau round, les pays auraient pu dire non et faire capoter un [mauvais] accord ?**

- En principe, oui. Mais c'est une illusion. Quels pays prendrait, seul, un tel risque ? On ne peut pas blâmer l'Inde, qui a tout fait pour faire bouger les choses. Mais on peut blâmer l'Europe qui a lié l'agriculture à toutes les autres discussions... via les subventions à l'exportation de son agriculture, elle montre sa vraie nature : elle déverse des produits agricoles à prix soutenus dans le Tiers-Monde. Elle est, au fond, plus hypocrite que les Etats-Unis. Nous voulons une mondialisation équitable, juste et équilibrée. Ce n'est pas le cas. A l'arrivée, ce nouveau round place les pays du Sud dans une situation explosive. »

**« Les pays du Sud sont devenus incontournables »**

(*Le Monde*, 6 novembre 2001 : Laurence Caremel et Martine Laronche)

« Ils pèsent 30 % des échanges mondiaux et ont appris à défendre leurs intérêts. Ils seraient les grands gagnants

d'un nouveau cycle de négociations commerciales. Ce n'est pas l'OMC qui le dit, mais la Banque Mondiale !... Pour l'heure, il semble bien que les concessions qui ont été faites [à Doha] ne soient pas jugées suffisantes pour débloquer, sur le fond, des positions encore antagonistes. » [entre l'Occident et les pays en développement : voilà l'essentiel]

**Naissance du démocrate africain**

(*Le Monde diplomatique*, octobre 2001, Comi M. Toulabor)

« Alternance politique spectaculaire [Sénégal, mars 2001], mouvementée [Côte d'Ivoire, hiver 2001-2001], tranquille [Ghana, Bénin, 2001], empêchée [Ouganda, juillet 2001], résistance des dictateurs "dinosaures", Paul Biya au Cameroun, et Gnassingbé Eyadema au Togo... La démocratie progresse tant bien que mal en Afrique. Pourtant, malgré la lenteur des résultats concrets, une nouvelle culture politique émerge à travers tout le continent, qui dessine le profil du démocrate africain. Les relations entre dirigeants et dirigés, les représentations de l'autorité, les rapports entre le droit et les institutions, entre le pouvoir et la manière dont il est exercé, traduisent une évolution, lente mais sans doute irréversible, des mentalités...

Il est clair que les dirigeants africains, qu'ils aient été ou non réfractaires aux processus démocratiques, à l'instar de M. Paul Biya au Cameroun ou de M. Gerry Rawlings au Ghana, ne peuvent plus exercer leur pouvoir comme ils le faisaient auparavant. Ils ne peuvent

plus se passer de constitutions et d'élections, et savent qu'il ne leur est plus possible de se livrer, au nom de Gosplan et de la guerre froide maintenant caducs, à des violations massives des droits de l'homme au risque de se retrouver dans la posture désagréable d'un Hissen Habré, réfugié au Sénégal alors que la justice de son pays, le Tchad, le poursuit. Les revendications démocratiques et les conditionnalités économiques et politiques [des institutions internationales], même si elles ont été souvent détournées de leurs finalités, ont imprimé des empreintes sur l'art de gouverner. »

Pour terminer ce "survol" de la presse citons un extrait de *L'Autre Afrique* (n° 8 du 14/20 novembre 2001) et de *Jeune Afrique L'Intelligent* (n°2132 du 20/26 novembre 2001), qui montre la vitalité de ces deux hebdo.

*L'Autre Afrique*, sous la signature de Tshitenge Lubabu Muitubile K. :

« Avec la nouvelle tempête que vient de traverser son pays, Ange Felix Patassé, au pouvoir depuis 1993, fait une nouvelle fois la démonstration de son incapacité à surmonter les difficultés auxquelles il est sans cesse confronté, et dont on a peine à croire qu'il n'est pas le premier responsable.

Mutineries, revendications sociales, tentatives de putsch...

Ces crises à répétition accentuent le ras le bol des Centrafricains. Cet homme au parcours tortueux leur semble être le véritable problème de leur pays. »

Et sous la signature de Fanny Pigeaud :

« [Lansana Conté] vit et dirige son pays comme si le reste du monde n'existait pas. Indifférent à tout : aux critiques, au sort de son peuple, à l'avenir d'un pays qui avait tout pour être un Paradis. La réalité est tout le contraire, la Guinée est politiquement mal en point, économiquement sinistrée. Le pluralisme politique, instauré au début de la dernière décennie, a du mal à prendre corps.

Tout simplement parce que le général n'y met que ce qui l'arrange. La Constitution qu'il a lui-même instaurée ne lui convient pas ? Il la change ! Il a toutes les chances de mourir au pouvoir ? Quand ? Comment ?

Telles sont les questions qui donnent des sueurs froides ? A tous.

### Quand Doba s'invite à Doha

(Jeune Afrique l'Intelligent, sous la signature d'Olivier Enogo)

A la conférence sur le commerce de Doha, l'environnement et Greenpeace ont été à l'ordre du jour.

« L'Association Greenpeace a par exemple présenté le cas du pipeline de 800 kilomètres qui reliera la ville de Doba, au Tchad, au port camerounais de Kribi et dont la mise en service est prévue pour 2004. Un oléoduc qui doit transporter du pétrole brut, c'est à dire un produit rempli de métaux lourds. Près de 2000 hectares de forêt et de savane sont affectés par l'installation d'un réseau d'environ 300 tuyaux. Pour le déchargement de l'or noir, les ingénieurs ont prévu des terminaux flottants et des tankers à coque unique en

sortie de pipeline. "Ce projet va à l'encontre du respect des droits de l'homme par ses choix techniques inadéquats pour la région... Il n'existe à ce jour aucun plan d'urgence en cas de pollution", affirme le député tchadien Yorongar N'Garlejjy, très opposé au projet... Si on se réfère à des catastrophes récentes, en cas de fuite ou de rupture, l'oléoduc laisserait échapper jusqu'à 100 000 litres de pétrole par jour. Une étude de l'Université de Warwick (Grande Bretagne) estime à 1 milliard de dollars la valeur des richesses naturelles (faune, flore...) qui pourraient être détruites en cas de souillure des régions traversées par le conduit pétrolier. Alors que le bénéfice par habitant n'excédera pas 4 dollars durant les trente années que durera l'exploitation. »

Bernard Monnier

## Tableau euros

Il nous a paru utile d'indiquer à nos lecteurs les montants en euros de nos divers types d'abonnement, et de la cotisation annuelle d'adhésion à la CADE.  
Tarifs applicables au 1er janvier 2002.

	<u>Abonnement simple</u>	<u>Abonnement de soutien</u>	<u>Abonnement offert</u>	<u>Abonnement avec cotisation</u> (adhésion CADE)	<u>Cotisation</u> (adhésion seule sans abonnement)
<b>Particuliers Associations</b>	30 Euros	50 Euros	23 Euros	45 Euros	15 Euros
<b>Etudiants</b>	8 Euros	—	6 Euros	11 Euros	7,5 Euros
<b>Entreprises Collectivités locales</b>	75 Euros	150 à 750 Euros	30 Euros	—	—

## MALI KOW

### LES CHOSES DU MALI

Ne nous y trompons pas : la modestie de son titre ne peut dissimuler longtemps la très grande qualité de cette exposition et l'intérêt sans pareil du pays auquel elle est consacrée.

Il y a dix ans que le Mali s'est libéré de la dictature militaire et construit tenacement sa démocratie; le visage qui en est présenté depuis début novembre à la Cité de La Villette ne peut que conforter la vocation de la CADE à restaurer et entretenir la confiance dans l'avenir de l'Afrique.

L'intelligente présentation de ce vaste pays, de son peuple attachant, de son économie dynamique et de sa souvent difficile vie quotidienne, de ses manifestations culturelles si diversifiées et surtout de sa prestigieuse histoire (illustrée par de remarquables documents inédits), apporte au visiteur une vision actualisée et très vivante de cette étonnante synthèse de traditions et de modernité, d'ingéniosité et de qualité de vie.

Il n'y a pas de doute, visiter tout le Mali en passant une heure ou deux à La Villette est pour tout adhérent de la CADE. plus qu'un devoir, un véritable accomplissement.

Mali Kow

Parc de la Villette

Pavillon Paul Delouvrier

Jusqu'au 24 février 2002

Bernard Dumont

### A propos des stéréotypes

L'IMA (Institut du Monde Arabe)\* a organisé avec l'ACHAC et le GDR 2322 du CNRS, du 30 octobre au 12 décembre 2001, tous les mardis à 18h30, une série de conférences intitulée: « Zoos humains, Mémoire coloniale ». *Le Monde diplomatique* et les revues *Agriculture* et *Hermès* ont également apporté leur concours. Il s'est agi d'aborder la genèse et les répercussions dans la longue durée, du regard sur l'Autre, en partant des zoos humains et des

expositions « ethnographiques » présentées en Occident au tournant du siècle.

Le retour sur ce passé, mais aussi sur la mémoire des colonies et des immigrés est au centre de ce cycle et du Forum de réflexion qui le suit le 1er décembre 2001 et qui a pour titre: « Des zoos humains aux banlieues, les enjeux de la mémoire coloniale ».

Voici les sujets abordés par les différentes conférences :

- Stéréotypes coloniaux et racisme, le temps des colonies (30 octobre)

- Les grandes expositions coloniales, le temps de l'apogée coloniale (13 novembre)

- Anthropologues et sauvages, le temps des hiérarchies (20 novembre)

- Propagande et imaginaire colonial, le temps des imaginaires (27 novembre)

- Colonisation et immigration, le transfert de la mémoire (4 décembre)

- Enjeux contemporains de la mémoire coloniale, le temps des héritages (11 décembre)

- De l'autre côté du miroir, le temps des bilans (18 décembre)

Denyse de Sairve

\*1 rue des Fossés Saint-Bernard,  
75005 Paris, Tél : 01 40 51 38 38

### A voir

#### Sculptures des Trois Volta

La Société des Amateurs de l'Art africain qu'anime Gabriel Massa expose à la mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement, place Saint-Sulpice jusqu'au 8 janvier.

### A lire

*L'État en Afrique, entre le global et le local*, ce numéro spécial de juillet -septembre 2001 d'*Afrique contemporaine* qui a été dirigé par Jean du Bois de Gaudusson et Jean-François Médard fait le point sur une question essentielle. Après une introduction sur la crise de l'Etat, une première partie traite de la mondialisation, l'aide internationale et la réforme de

l'Etat, une seconde sur la décentralisation, et enfin, une dernière partie sur les Etats à l'épreuve des conflits internes. Il faut signaler la diversité linguistique et culturelle des auteurs, ainsi que celle des pays étudiés, Sénégal mais aussi Tanzanie, Kenya, Somaliland, Sierra-Leone.

### Le chant du Cygne pour Afrique contemporaine ?

Ce numéro, le 199 d'une revue créée par Robert Cornevin en 1961 et éditée par la Documentation française sera peut-être le dernier. Il est en effet fortement question que cette revue, comme *Maghreb-Machrek* et *Problèmes d'Amérique Latine* soit supprimée pour laisser la place à une revue internationale. Décision purement technique, d'économie et de bonne gestion administrative, entend-t-on dire. Peut-être, mais décision politique quand même et ressentie comme telle par les centaines de chercheurs et universitaires qui appréciaient ces revues géographiquement spécialisées. Pour ce qui concerne *Afrique contemporaine*, cette revue avait trouvé sa place dans le paysage africain, et François Gaulme avait réussi à lui redonner un nouvel élan, dont le dernier numéro spécial sur *l'État en Afrique* est une brillante manifestation. Sa disparition survenant après celle du ministère de la Coopération, du CHEAM, de la banque de données Hibiscus, de l'IIAP, ne peut manquer d'aggraver le sentiment que l'Afrique n'intéresse plus les pouvoirs publics, qu'ils ont fait leur une mondialisation qui veut ignorer la gravité et la spécificité de la situation des pays africains. Quelles que soient les raisons de la suppression de cette revue, une telle décision pose des problèmes de conservation et de devenir de la mémoire africaine de la Documentation française, et d'une façon plus générale celle de la place de l'Afrique dans la vie intellectuelle, universitaire et scientifique de notre pays. La moindre des choses que peuvent

demander les « Africanistes », est qu'avant toute décision, une table ronde soit organisée à un niveau politique, afin d'évaluer les coûts et les avantages de la situation actuelle, de connaître les mesures de sauvegardes prévues, d'interroger les « Africanistes » sur les solutions éventuelles de remplacement. La société civile a peut-être là une occasion de prendre le relais de l'Etat.

#### **Pour une autre Afrique, de Michel Rocard**

Les trois années qu'il a passées à la présidence de la Commission du développement et de la coopération ont convaincu l'ancien premier ministre que nous ne pouvons pas nous désintéresser de ce continent dont la surface est trois fois celle de l'Europe ou dix fois celle de l'Inde, et dont la population va doubler dans les trente prochaines années. Mais Michel Rocard qui n'a oublié ni sa rigueur d'inspecteur des finances ni ses convictions militantes, les met au service d'un plaidoyer pour que nous regardions l'Afrique autrement, pour que nous renouvelions en profondeur notre coopération avec ce continent. Préservation de la paix, émergence des droits de l'homme et de la démocratie, construction de la puissance publique, et appropriation du développement par les Africains tels sont les chapitres de ce petit livre écrit avec passion, et qui pourrait être le livre blanc de la CADE.

#### **Activités de la CADE**

**Une semaine africaine à Bordeaux du 19 au 23 novembre**  
Répondant à la demande du HCCI

#### **La Lettre de la CADE**

Directeur de publication : Michel Levallois.  
Comité de rédaction : Michel Levallois, Bernard Monnier, Jean Nemo, Henri Senghor.  
Maquette : Enda Délégation en Europe.  
La CADE : 5 rue des Immeubles-Industriels, 75011 Paris, France.  
Tél. : 01 44 93 87 46 / Fax : 01 44 93 87 50  
E-Mail : endacade@wanadoo.fr  
Web : <http://perso.wanadoo.fr/cade>

#### **Agenda des rencontres-débats de la CADE :**

*Mercredi 12 décembre : L'Afrique et la philosophie*, avec la participation de Jean Godefroy Bidima, directeur de programme au Collège International de Philosophie, et de Philippe Laburthe-Tolra, professeur émérite de Paris V Sorbonne.

*Jeudi 31 janvier 2002 : Michel Rocard* viendra parler de son livre *Pour une autre Afrique*.

Les rencontres-débats se déroulent de 18.00 à 20.00 à l'IIAP, 2 Avenue de l'Observatoire 75006 Paris (RER Luxembourg ou Port Royal / Métro Notre Dame Des Champs). Entrée libre.

qui souhaitait que *La semaine de la solidarité internationale 2001* soit marquée par une manifestation forte centrée sur l'Afrique, le Pôle Universitaire de Bordeaux a organisé avec les quatre Universités de Bordeaux, une semaine de tables-rondes et de manifestations culturelles auxquelles avaient été conviés des Africains francophones et anglophones, universitaires, responsables publics et associatifs. La CADE a figuré en bonne place dans ce programme puisqu'il lui avait été demandé de préparer et d'animer deux tables-rondes sur *l'État et la société civile* et sur *la Mondialisation et la marginalisation de l'Afrique*.

Organisées avec le Centre d'études africaines, l'une et l'autre ont été suivies par près de cent cinquante personnes et ont donné lieu à des échanges de qualité. Nous en avons conclu qu'il serait souhaitable de poursuivre notre collaboration avec le CEAN sur ce sujets essentiels. Deux autres tables-rondes ont retenu notre attention : *le droit en question (s)* organisée par Jean du Bois de

Gaudusson et *Les nouvelles technologies de la communication*, par Annie Cheneau-Loquay, deux thèmes qu'il nous faudra aborder dans les mois à venir.

#### **La CADE 2000**

Le conseil d'administration et l'assemblée générale du 23 octobre ont décidé de poursuivre les activités de la CADE pour les deux prochaines années. Des groupes de travail ont commencé à préparer les futures rencontres-débats dont le calendrier sera annoncé dans la dernière *Lettre* de l'année.

Grace à une subvention du CCFD, le déficit prévisionnel de l'année ne sera que de 15.000 francs. Il est **donc essentiel que vous régliez votre abonnement à La Lettre de la CADE**. Avec la subvention d'Enda Tiers Monde, les abonnements sont notre seule ressource. Pensez également aux organismes et aux entreprises que *La Lettre de la CADE* intéresse et qui pourraient prendre des abonnements de soutien. (voir tableau page 10)

#### **Abonnement à La Lettre de la CADE :**

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
Code postal ..... Ville .....

Je désire recevoir pendant un an (8 numéros) *La Lettre de la CADE*. Chèque de 30 Euros, 8 Euros pour les étudiants, à verser à l'ordre de LA CADE.